

Cahier des charges techniques et de mise en accessibilité des espaces d'expositions temporaires

MuCEM

02 | 2014



Sommaire

Préambule

I. Intégration des contraintes techniques de conservation de l'ouvrage

- A. Structure
- B. Electricité/éclairage
- C. Aménagements
- D. Maintenance
- E. Climatisation désenfumage

II. Sécurité incendie / vol effraction / protection des œuvres

- A. Dégagements, issues, circulations
- B. Moyens d'extinction
- C. Sécurité incendie
- D. Sécurité des œuvres et contraintes liées aux systèmes de sécurité V/E
- E. Constitution du dossier déposé au Bataillon des Marins Pompiers de Marseille

III. Référentiel pour la mise en accessibilité muséographique

IV. Déroulement du chantier de scénographie

- A. Pilotage
- B. Procédure d'accès
- C. Travaux
- D. Vérification des installations



Préambule

Le MuCEM est un ERP de 1^{ère} catégorie et de type Y qui peut accueillir 2893 personnes à l'instant « T » dans l'ensemble de son volume.

Les expositions organisées dans les espaces d'exposition doivent respecter les dispositions de l'article R 123-24 du Code de la construction et de l'habitation et de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié, portant règlement de sécurité contre l'incendie dans les établissements recevant du public, complété par l'arrêté du 12 juin 1995 modifié, relatif aux dispositions particulières pour les établissements de type Y (Musées).

Le présent cahier des charges fixe les prescriptions d'installation et d'aménagement muséographique pour les expositions temporaires situées au deuxième niveau du môle J4. Il rappelle également les principes fondamentaux de prévention afin de présenter les œuvres en assurant leur sureté, leur mise en valeur et leur sécurité

En ce qui concerne l'accessibilité aux personnes souffrant de handicap, il importe de prendre en considération, dès la conception d'une exposition, les « objectifs » suivants :

- rendre lisible à tous types de handicaps le parcours de l'exposition,
- donner au public, par la signalétique (cartels, cartels développés, titres, chapitres, etc.), les informations et indications nécessaires,
- assurer la sécurité et le confort du public,
- donner au parcours une fluidité suffisante, notamment en évitant tout obstacle.

Ce document récapitule l'ensemble des éléments attendus par le MuCEM dès la phase APS et précise les modalités d'organisation du chantier d'aménagement dans les espaces d'exposition.

Pour les rubriques non mentionnées, il y a lieu d'appliquer les textes en vigueur et les observations édictées par la commission de sécurité, soit à l'étude du dossier soit lors de ses visites.



I. Intégration des contraintes techniques de conservation de l'ouvrage

A. Structure

Stabilité des structures

La solidité et la stabilité des structures temporaires (cimaises ...) doit faire l'objet de notes de calcul appropriées, et d'un contrôle strict en phase d'exécution. La conformité des structures doit obligatoirement être attestée par un bureau de contrôle.

Seules les cimaises rigides sont autorisées dans les espaces d'exposition.

Charge admissible / contraintes liées à l'accès des œuvres

La charge d'exploitation admissible des planchers des salles d'exposition est de 500Kg/m² dans les espaces du J4.

Des plaques de répartition seront impérativement installées par le scénographe lors de l'exécution des travaux nécessitant la manipulation de charges plus importantes.

L'accès des œuvres depuis les réserves s'effectue par le monte-charge du noyau central dont les dimensions sont les suivantes : Lxlxh : 5 mx3.5 m x 3.5 m

La charge maximale de cet appareil est de 5 T.

B. Electricité/éclairage

Consignation déconsignation

Les travaux électriques doivent être réalisés par une entreprise qualifiée.

Les modifications ou aménagements électriques éventuels effectués dans le cadre du projet muséographique doivent faire l'objet d'une réception après avis d'un bureau de contrôle agréé. Le coût de cette intervention reste à la charge du maître d'ouvrage. Les plans et schémas électriques correspondants doivent être remis pour avis au responsable de la maintenance du site.

Tout appareillage électrique supplémentaire ainsi que son entretien sont à la charge de la maîtrise d'ouvrage.

Toute alimentation ponctuelle doit être connectée en départ sur des armoires de distribution divisionnaires avec une protection spécifique pour chaque ligne.

Les espaces dévolus aux expositions temporaires sont équipés de 3 types d'alimentation d'éclairage :

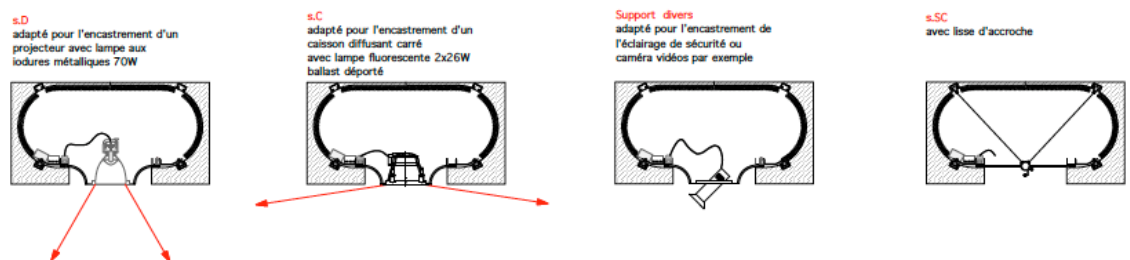
- éclairage normal : source non-reprise par le groupe électrogène de secours,
- éclairage normal/remplacement : source reprise par les groupes électrogènes,
- éclairage de sécurité : source venant de batteries assurant en permanence l'éclairage d'ambiance et d'évacuation afin de permettre une évacuation du public en cas de perte totale de l'alimentation électrique.

Toute consignation électrique doit faire l'objet d'une demande préalable (*délai 48h*) auprès du responsable de la maintenance. Les consignations et déconsignations sont effectuées par les personnels de l'entreprise titulaire du marché de maintenance multi-technique.

Il faut énoncer les cas où la consignation est obligatoire

Le choix des appareils d'éclairage et des sources lumineuses doit impérativement être validé par le département de la production culturelle et le département des bâtiments et de l'exploitation.

L'éclairage normal est constitué de platines équipées de projecteurs fixées à l'intérieur des poutres équipées d'un rail sur toute leur longueur.



Les rails électriques sont de type JUMO-CONCORD Lytespron 230 V, 3 phases + neutre+ terre. Les appareils d'éclairage des œuvres ajoutés pour les besoins de l'exposition doivent être fixés directement sur ces supports.

Les différents matériels d'éclairage devront permettre le respect des conditions de conservation préventive (nombre de lux, température, couleur, etc.).

Le déplacement éventuel d'équipements de l'éclairage de sécurité d'ambiance ou de balisage doit être effectué par le prestataire multi-technique du site et sur avis du responsable de la sécurité. Ces coûts supplémentaires doivent être inclus dans le coût d'objectif du scénographe.



C. Aménagements

- Aménagements (cloisonnements, ossature, gros mobilier, etc.) en matériau de catégorie M3.
- Aménagements suffisamment solides pour les personnes et les objets destinés à être supportés (se conformer à la norme nf 06.001). Les plans fournis feront figurer la hauteur des cimaises et leur mode d'assemblage.
- Planchers inaccessibles au public par une cloison extérieure en M2
- Dessous de plancher ayant une superficie supérieure à 100 m² recouverts par un cloisonnement en matériau M1
- Revêtements de sol solidement fixés entre eux et de matériaux M2
- Revêtement de podium, estrade ou gradins d'une hauteur supérieure à 0.50 m et de superficie supérieure à 20 m² de matériaux M1. En cas de surface inférieure, le revêtement pourra être classé M2.
- Vélum de catégorie M1 devant être pourvu d'un système d'accrochage empêchant sa chute accidentelle sur le public et ne pouvant faire obstacle aux moyens de secours (détection incendie, désenfumage, etc.)
- Isolations acoustiques, thermiques ou toute autre isolation qui seraient au contact de l'air réalisées en matériaux de catégorie M 1
- Interdiction dans les dégagements de l'emploi de tentures, portières rideaux, voilages
- La taille des cimaises ne devra en aucun cas perturber la régulation climatique et le désenfumage des espaces.

Origine des bois mis en œuvre :

Le projet ne pourra comporter l'utilisation d'essences de bois menacées, recensées : en annexe I, II, III de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) ou sur la liste rouge de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

Pour les ouvrages en bois massif ou en placage pour lesquels l'essence du bois est prescrite, le bois mis en œuvre devra provenir de cultures certifiées FSC (Forest Stewardship Council), PEFC (Programme européen des forêts certifiées) ou similaire.

Le scénographe devra veiller au respect de ces prescriptions en les intégrant dans les pièces techniques des projets de marchés (CCTP, annexe spécifique, etc.).



Intégration du système de contrôle du droit d'entrée

Son implantation doit impérativement être prise en compte dans la scénographie.

Intégration dans la scénographie d'éléments divers

Emplacements de thermo-hygromètres de contrôle (1/200 m²).

Emplacements des mobiliers de repos pour les visiteurs.

Emplacement du livre d'or en sortie d'exposition et des catalogues à consulter dans le parcours de l'exposition.

Revêtement de sol

Le recours à des tapis de coco comme revêtement de sol est interdit car ils provoquent une mise en suspension dans l'atmosphère de poussières et le développement de micro-organismes. Un soin particulier sera, par ailleurs, apporté au choix des moquettes à poils ras ou tapis de sol aiguilletés afin que les modèles retenus n'engendrent pas de nuisances similaires.

Les éventuels revêtements qui seront implantés ne devront en aucun cas détériorer le parquet ciré des espaces d'exposition.

Ils seront maintenus à l'aide de scotch double-face facilement nettoyable après le démontage (colle interdite).

Des lames de parquet sont à disposition si un perçage est nécessaire.

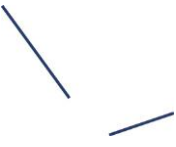
D. Maintenance

La conception des aménagements muséographiques doit laisser la possibilité d'effectuer correctement le nettoyage des salles (vitre demeurant accessibles, etc.), la maintenance des réseaux et équipements (blocs secours, éclairages, caméras) sans qu'il soit nécessaire de décrocher ou déplacer les œuvres.

Le scénographe doit prévoir dans son DCE la maintenance des éléments de scénographie (notamment retouches peinture et des cartels) et des équipements mis en œuvres (vidéo/son notamment).

Cette maintenance pourra s'effectuer de manière systématique (selon un échéancier) ou conditionnelle (selon des critères de déclenchement) après validation de l'option retenue par le Département de la production culturelle.

Le scénographe doit consulter le responsable de la maintenance et le responsable de la production culturelle ainsi que le responsable du département des systèmes d'information (DSI) avant de déterminer le mode de mise en route et d'arrêt quotidiens des appareils multimédia ; il fournit avant l'ouverture de



l'exposition au public une procédure simplifiée permettant la mise en marche et l'extinction des appareils vidéo mis en œuvres (LCD, vidéo projecteur, etc.).

E. Climatisation/désenfumage

Le soufflage est assuré par des diffuseurs situés dans les plafonds.

Consignes et contraintes à respecter lors de l'aménagement des expositions :

La régulation des espaces est opérée par des sondes. Elles doivent rester apparentes et non recouvertes et donc être intégrées à la scénographie.

En aucun cas obturer les grilles de reprise d'air et de désenfumage situées au droit des parois vitrées.

Avant l'exécution des travaux, le scénographe et son éclairagiste devront impérativement s'assurer que les apports calorifiques des appareils mis en œuvre n'excèdent pas 60 W par m² (y compris pour l'éclairage d'ambiance).

Vitrines : si les conditions climatiques demandées sont identiques aux performances des installations, les objets pourront être présentés dans une vitrine étanche (cela suffira à écrêter les variations dans l'espace).

Si les conditions climatiques demandées ont un écart avec les performances des installations, les œuvres seront présentées sous vitrines étanches chargées de produits hygroscopiques tampon (sillicagel) ou de stations de traitement d'air autonome, selon les prescriptions des prêteurs en la matière.

Des vitrines climatiques peuvent être également demandées pour des objets très fragiles, selon les exigences exprimées par les prêteurs.

Contrôle du climat : des enregistreurs thermo-hygrographes sont disponibles sur le site. Le relevé des bandes d'enregistrement est stocké par la société en charge de la maintenance des installations. Les relevés de température et d'HR sont également disponibles à partir du système de GTC.

L'emplacement des thermo-hygrographes doit être prévu en accord avec le responsable de la maintenance et le département des collections ; ces appareils doivent être implantés dans des niches disposées dès l'APD. Il convient, à minima, d'en placer un par espace "cloisonné". Certains, en outre, pourront être demandés en fonction de la nature des collections exposées et des exigences des prêteurs.

La mise en route de la climatisation doit être effective 48 heures avant l'arrivée des premières œuvres dans les espaces d'expositions, le chantier devant être terminé à ce moment-là (enduits, travaux dégageant de la poussière, etc.).

La température et l'hygrométrie des salles sont contrôlées :

Locaux	T°C hiver	T°C été	HR	TA	RA
J4					
Modules d'expositions	19° +/- 1°	24° +/- 1°	50 +/- 5%	AC	VDF
Circulations RdC et R+2	19° +/- 1°	24° +/- 1°	50 +/- 5%		
Circulation R+1	19° +/- 1°	24° +/- 1°	50 +/- 10%		

II. Sécurité incendie / vol effraction / protection des œuvres

A. Dégagements, issues, circulations

Les dégagements et les issues doivent être conçus selon les critères du règlement de sécurité pour permettre une évacuation simple, rapide et sûre du public.

Les circulations ne devront pas avoir une largeur inférieure à 2 unités de passage (1,40 m).

Ne pas gêner l'écoulement rapide du flux du public par des dépôts divers et par des saillies d'aménagement ou de mobiliers.

Stabiliser les panneaux et les socles de vitrines de présentation pour empêcher leur renversement.

Ne pas créer des culs-de-sac d'une longueur supérieure à 10 m.

Prévoir des ancrages au sol pour les vitrines équipées d'ouvrants à la française.

Surface utile

A chaque étape du projet, le scénographe calcule et remet à jour si nécessaire la surface utile des espaces publics propres à l'exposition.

B. Moyens d'extinction



Emplacements des moyens d'extinctions

Les extincteurs, à raison d'1 extincteur pour 200 m², seront intégrés à la scénographie dans des niches et signalés par un pictogramme normalisé sur la face extérieure.

Sont interdits :

- les installations volantes,
- les gaz inflammables,
- les flammes nues.

Doivent être prévus :

- une protection différentielle permettant la mise hors tension des vitrines,
- un arrêt d'urgence pour les éventuelles installations techniques provisoires.

C. Sécurité incendie

Le balisage des issues de secours doit être adapté en fonction des aménagements temporaires des expositions.

En cas d'occultation des moyens de secours (extincteurs par exemple), leur emplacement doit être signalé par une signalétique normalisée et avoir été préalablement validé par le responsable de la sécurité et de la sûreté.


Les équipements de détection incendie et les déclencheurs manuels doivent être conservés.

Le message d'évacuation doit être audible et compréhensible en tous points.

D. Sécurité des œuvres et contraintes liées aux systèmes de sécurité V/E

La conception du projet ne doit pas entraîner une diminution du nombre ou de l'efficacité des équipements dédiés à la sûreté.

Les dispositifs supplémentaires de protection ou de détection rapprochée doivent être pris en compte dès la phase de conception (en cas de demandes spécifiques de prêteurs par exemple).



Les caméras de vidéo-surveillance affectées au contrôle des accès des espaces d'exposition ne peuvent être occultées.

Le positionnement des autres caméras est réalisé sur les ressources existantes (prises et borniers), d'après les recommandations du responsable de la sécurité et de la sûreté. Tous les déplacements de caméras, réorientations et réglages seront inclus au budget du scénographe.

Les sculptures et objets d'art légers ou de faible volume doivent être placés sous vitrine ou solidement fixés sur leur support (après accord du département des collections et du responsable sûreté).

Durant la phase d'accrochage, le scénographe doit prendre en compte dans la conception des vitrines qu'en fin de journée les œuvres non fixées ou sous vitrines fermées doivent impérativement être stockées dans les chambres fortes ou dans un coffre roulant sécurisé.

Des mesures de protection adaptées peuvent être mises en place selon les exigences des prêteurs. Elles doivent être prévues dès l'APD et validées par le responsable sécurité et sûreté. Les frais doivent être inclus dans le coût d'objectif du scénographe. Les équipements nécessaires sont installés et démontés par la société attributaire du marché de maintenance du système de sûreté piloté par le Département des bâtiments et de l'exploitation.

Détection rapprochée des oeuvres


Dans le cadre de la détection rapprochée des œuvres, un système de détection (boîtier de 8 cm x 5 cm et de 0.7 cm d'épaisseur) sera mis en place dans chacune des vitrines par le département de la production culturelle et le département bâtiment et exploitation.

Il sera donc de la prérogative du scénographe de réfléchir à l'intégration pratique et esthétique de ces boîtiers.

Mise à distance

Les mises à distance ne pourront pas être inférieures à 80 cm de profondeur et 40 cm de hauteur. Elles sont implantées en dehors des circulations et systématiquement en présence de tableaux sans protection verrière ou plexiglas.

Recommandations liées à la conservation préventive des œuvres exposées



Les capots des vitrines doivent être manipulables par 2 hommes, leurs dimensions ne peuvent excéder 60X60X80 (Lxlxht en cm)

Sont à proscrire :

- les finitions à double composants dans les vitrines,
- les panneaux intérieurs assemblés au formaldéhyde,
- les gainages intérieurs des vitrines en tissu de type drap de flanelle,
- les bois à tanin dans les volumes étanches,
- les éclairages à dégagement calorifique dans les vitrines

E. Constitution du dossier déposé au Bataillon des Marins pompiers de Marseille

Pour chaque exposition temporaire, un dossier sécurité est établi et adressé au minimum un mois avant la date de la manifestation à la division prévention du Bataillon des Marins Pompiers de Marseille.

Composition du dossier


Une notice descriptive comprenant :

- la nature de la manifestation,
- les noms et les adresses du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre et du commissaire de l'exposition,
- les noms et les adresses des entreprises intervenants sur le chantier,
- l'effectif prévu (public et personnel),
- la description des aménagements,
- la notice de sécurité (détection, alarme, alerte, moyens de secours, consignes).

Trois jeux de plans cotés de la manifestation faisant apparaître :

- la disposition des aménagements,
- les installations techniques provisoires,
- les circulations horizontales pour l'évacuation du public,
- l'emplacement des moyens d'évacuation et de secours.

Procès-verbaux de réaction au feu des matériaux :



Les procès-verbaux de comportement au feu de tous les matériaux utilisés, conformes à l'article GN 14 du règlement de sécurité ainsi que les documents certifiant la résistance des diverses structures aériennes, sont rassemblés et tenus à la disposition de la commission de sécurité.

Ces procès-verbaux doivent être transmis en début de montage, au responsable de la sécurité. Ils doivent impérativement être rédigés en français.



III. Référentiel pour la mise en accessibilité muséographique

Le référentiel est destiné à compléter le cahier des charges techniques des espaces d'exposition en termes d'accessibilité des personnes handicapées. Il est ainsi destiné aux programmeurs et concepteurs de scénographie ainsi qu'à leurs prestataires.


Le référentiel de mise en accessibilité des espaces muséographiques prend en considération les prescriptions de la loi du 11 février 2005 pour « l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ». Celle-ci pose des obligations et recommandations en terme d'accessibilité au regard de tous types de handicaps pour le cadre bâti, l'information et les prestations.

Quatre grandes familles de déficiences sont identifiées : motrice, visuelle, auditive et mentale (cette dernière regroupant déficience cognitive et psychique). D'autres publics sont également concernés et pris en compte du fait de leurs particularités comme les personnes âgées qui tendent à cumuler plusieurs déficiences ; les enfants, dont les besoins et comportements sont spécifiques et qui peuvent de ce fait être placés en situation de handicap ; les personnes désavantagées par leur taille (grandes, petites, obèses...) fréquemment en situation de handicap bien que ne souffrant d'aucune déficience à proprement parler ; enfin pensons aux parents « encombrés » d'une poussette dont la mobilité est de ce fait restreinte et compliquée.

Dans le secteur culturel, le concept d'accessibilité doit être compris sur deux plans distincts et complémentaires :

- l'accessibilité physique (aux bâtiments, aux espaces d'exposition, aux salles de spectacles...) :
- l'accessibilité à l'offre culturelle (au contenu d'une exposition, d'un spectacle, de supports multimédia...)

L'accessibilité physique à un espace d'exposition s'inscrit dans le concept plus large de « chaîne de déplacement », son objectif est d'assurer une continuité dans le déplacement de l'utilisateur, de lui permettre de se repérer, de se guider, de se sentir en sécurité, de bénéficier d'un certain confort d'utilisation des espaces, de pouvoir atteindre un objet culturel. Dans le cadre d'un espace scénographique, l'accessibilité doit être également comprise en terme d'accès aux contenus (ressentir, comprendre, s'approprier une œuvre, participer à la vie collective ...).



Ainsi, il importe de prendre en considération, dès la conception d'une exposition les « objectifs » suivants :

- rendre lisible à tous types de handicaps un parcours (artistique, historique...)
- présenter les œuvres en assurant leur sûreté, leur mise en valeur et leur sécurité
- donner au public, par la signalétique (cartels, cartels développés, titres, chapitres etc.), les informations et indications nécessaires
- assurer la sécurité et le confort du public, notamment en évitant tout obstacle, dans le respect de la réglementation des ERP
- donner au parcours une fluidité suffisante, permettre l'accès aux espaces à tout type de visiteurs

Dans cette optique, le plan du projet d'exposition fera apparaître le parcours du visiteur, le placement des œuvres lumineuses et sonores, de celles qui appellent un traitement scénographique particulier (œuvres fragiles ou dangereuses), les projections, les salles sombres, le placement des sièges pour les visiteurs, le placement souhaité pour les agents d'accueil, ainsi que les plafonds ou dispositifs acoustiques. Les emplacements prévus pour la signalétique seront indiqués. Les trottoirs, socles, mises à distances ainsi que tous obstacles seront signalés et détaillés.

Le référentiel est organisé selon deux niveaux d'exigences :

- les dispositions réglementaires imposées par la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,
- les recommandations formulées par le MuCEM dans l'optique d'améliorer autant que possible l'accessibilité des personnes handicapées.

Le référentiel fait l'objet d'un document annexe.



IV. Déroulement du chantier de scénographie

A. Pilotage

Le scénographe exerce une mission de pilotage, intégrant dans sa planification l'ensemble des éléments liés à l'exécution du projet : études, avis, contrôles et réception, dossiers réglementaires, etc.

B. Procédure d'accès

L'accès de toute personne intervenant sur le chantier est soumis à une autorisation d'accès. Les différents prestataires devront adresser cette demande à sebastien.jamesse@mucem.org et à david.doizon@mucem.org.

Pour être valide, cette demande doit être formulée au plus tard 48h avant la date d'intervention prévue, avec les indications suivantes :


- *entrée de l'établissement utilisé pour l'accès au chantier,*
- *nom de la société, liste, identité et fonctions des personnels,*
- *durée de l'intervention,*
- *zone de travail ou locaux concernés par le chantier.*

Les entreprises intervenant sur le chantier sont tenues de fournir au plus tard 48 heures avant leur intervention une liste nominative de leurs salariés au responsable de la sécurité pour réalisation des badges d'accès.

Les accès sous-sol du MuCEM ne sont autorisés que pour des livraisons (accès par le parking Vinci réservé à des véhicules de moins de 6,5 T, uniquement de 7h à 22h). Ces accès sont soumis à un accord préalable du responsable sécurité, toute demande devant être formulée au plus tard 48h avant la livraison souhaitée.

La demande devra comporter :

- l'horaire de livraison souhaité (privilégier les livraisons entre 7h et 12h),
- le nom du chauffeur,
- l'immatriculation du véhicule,
- le temps estimé de déchargement.



L'utilisation et le stockage d'engins et de produits dangereux soumis à réglementation doivent faire l'objet d'une demande préalable auprès du responsable prévention du site.

Pour la remise des badges d'accès, une pièce d'identité sera exigée. Le port du badge est obligatoire dans l'enceinte du bâtiment.

Les véhicules équipés GPL ne sont pas autorisés à rentrer dans le parking Vinci.

En cas de livraison notamment de matériels par l'extérieur et/ou avec mise en œuvre de benne nécessitant un stationnement sur le domaine de la communauté urbaine de Marseille, les autorisations sont à demander par les entreprises à l'adresse suivante acces.mucem@mucem.org qui centralise l'ensemble des demandes.

Les opérations de chargement-déchargement

Tout transport de marchandise qui implique un chargement et déchargement pour les besoins d'installations des expositions doit respecter la mise en place d'un protocole de sécurité chargement-déchargement entre le MuCEM et l'entreprise. La préparation du protocole de sécurité chargement-déchargement doit se faire une semaine avant toute livraison.

C. Travaux

Empoussièrement

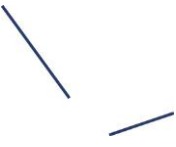
Lors des travaux d'agencement des expositions, les entreprises devront prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter la propagation des poussières dans les salles, en cas de découpe de panneaux, de ponçage et autres activités similaires. L'entreprise devra se munir d'aspirateurs de poussières adaptés aux machines utilisées.

En fin de chantier un nettoyage complet des espaces sera exigé.

Mise à disposition des ateliers du MUCEM

Le MUCEM tient à disposition des entreprises intervenantes 3 ateliers :

- montage d'objet,
- menuiserie, métallerie et peinture,
- éclairage.



Les autorisations d'accès à ces espaces sont soumises à validation par le responsable du Département de la production culturelle.

Etablissement d'un plan de prévention

Toute entreprise intervenante sur site doit mettre en place, en lien avec le responsable prévention, un plan de prévention des risques liés à la co-activité sur le site ou à ses travaux particuliers.

Par conséquent, une visite des locaux du MuCEM avec le personnel en charge de la sécurité et la prévention se planifie deux semaines avant le démarrage des travaux afin d'établir ensemble le plan de prévention, les permis de travail en hauteur, etc.

Les entreprises intervenantes sont tenues de respecter les normes en matière de sécurité des travailleurs sur les chantiers (échelles et escabeaux non réglementaires interdits par exemple).

Le port du casque sera exigé en cas d'intervention dans les plafonds et de travaux de démontage des expositions.

Le port des chaussures de sécurité est obligatoire.

Toute entreprise ne respectant pas ces prescriptions se verra interdire l'accès au chantier.

Les travaux ne devront pas faire obstacle aux itinéraires d'évacuation des niveaux supérieurs.

Travaux par points chauds

Lors de travaux par points chauds ou susceptibles de provoquer de la poussière, l'entreprise avertit le responsable sécurité pour la délivrance d'un permis de feu. Ce permis doit être demandé systématiquement au début des travaux par le responsable de l'entreprise en charge du chantier auprès du responsable sécurité du MuCEM.

L'emploi de poste d'oxycoupage ou utilisant des gaz comprimés combustibles ou explosifs est interdit pendant la présence du public dans l'établissement. Leur entreposage est interdit.



Enlèvement des déchets

L'entreprise prend à sa charge la collecte et l'évacuation des déchets inhérents au démontage/montage de l'exposition. Elle assure la mise en place d'une benne ainsi que le nombre de rotations d'évacuation nécessaire.

Tous les déchets doivent être stockés dans la benne, et non à coté.

La benne sera disposée, sous réserve de l'accord de Marseille Provence Métropole (ce serait bien qu'on ait un accord de principe, ça éviterait les surprises...), au droit de la façade Est du bâtiment administratif, au plus près de l'issue de secours Sud-Est.

Les évacuations devront être programmées avant 9h tous les matins, sauf le mardi, jour de fermeture, où elles pourront être évacuées toute la journée.

L'évacuation des ordures de la salle d'expo à la benne devra se faire en empruntant le monte-charge central, la circulation du SS2 et le monte charge extérieur.

L'aire de livraison du SS2 n'est pas une zone de stockage tampon de déchets.

Réfectoire/vestiaire

Un réfectoire et un vestiaire sont mis à disposition des personnels des entreprises extérieures intervenant sur le chantier.

L'accès à ces locaux est subordonné à une demande écrite auprès du service de sécurité indiquant les noms des intervenants ainsi que la durée de présence sur le chantier.


Les casiers doivent être restitués ouverts et propres.

Remise en état des lieux

Le projet et le budget de l'exposition doivent inclure :

- une remise en état des lieux à la fin du chantier et avant l'arrivée des œuvres,
- le démontage de la scénographie, ainsi qu'une remise en état des lieux à l'issue du démontage.

Un constat contradictoire, établi en présence du responsable de la maintenance, d'un régisseur d'exposition ou du coordinateur du département de la production



culturelle et du scénographe, conditionne la réception de cette remise en état. Les prestations comprennent tous les travaux, y compris dans le cas où des éléments (cimaises, câblages, etc.) proviennent d'une exposition antérieure.

Dans l'hypothèse où tout ou partie des éléments scénographiques seraient conservés pour l'exposition suivante, le scénographe s'engage à convenir avec le scénographe suivant, des éléments à conserver ou à détruire, en joignant les plans correspondants, avec copie au responsable de la production culturelle.

D. Vérification des installations

Le responsable de la production culturelle, le responsable des bâtiments et de l'exploitation, le responsable de la sécurité ou leurs représentants, doivent être présents aux réunions et visites de chantier organisées par le scénographe. Pour les questions en lien aux installations multimédia et informatique, la présence du département des systèmes d'information est aussi requise. Celles-ci donneront lieu à un compte-rendu établi par ce dernier et à l'émission de prescriptions complémentaires ou modificatives éventuelles.

Le scénographe est dans l'obligation de respecter le présent cahier des charges pour chaque projet d'exposition.

Dans le cas où des installations diverses ne seraient pas prévues, ni réalisées conformément aux dossiers déposés et au cahier des charges, le chef d'établissement, sur avis de la commission de sécurité, en application de l'article 4 de l'arrêté du 3 novembre 1978 (*J.O. janvier 1979*) se réserve le droit de faire démonter les aménagements présentant des risques d'incendie et de panique sans recours possible des deux responsables mentionnés ci-dessus.